



PRÉFET DES VOSGES

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX

CONCERNANT LE

**PROGRAMME PLURIANNUEL DE RESTAURATION DE LA MORTAGNE ET DE SES
AFFLUENTS (PHASE 2) SUR LES TERRITOIRES DES COMMUNES DE ROMONT,
SAINT-GORGON, CLEZENTAINÉ, DEINVILLERS, SAINT-MAURICE-SUR-
MORTAGNE, ROVILLE-AUX-CHENES, AUTREY, HOUSSEAS, JEANMENIL, SAINT-
BENOIT-LA-CHIPOTTE, FAUCONCOURT, NOSSONCOURT, RAMBERVILLERS,
SAINTE-HELENE ET XAFFEVILLERS**

**COMMUNE DE ROMONT
COMMUNE DE SAINT-GORGON
COMMUNE DE CLEZENTAINÉ
COMMUNE DE DEINVILLERS
COMMUNE DE SAINT-MAURICE-SUR-MORTAGNE
COMMUNE DE ROVILLE-AUX-CHENES
COMMUNE D'AUTREY
COMMUNE DE HOUSSEAS
COMMUNE DE JEANMENIL
COMMUNE DE SAINT-BENOIT-LA-CHIPOTTE
COMMUNE DE FAUCONCOURT
COMMUNE DE NOSSONCOURT
COMMUNE DE RAMBERVILLERS
COMMUNE DE SAINTE-HELENE
COMMUNE DE XAFFEVILLERS**

DOSSIER N° 88-2023-00008

La Préfète des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret du 5 octobre 2022 nommant Mme Valérie MICHEL-MOREAUX, préfète des Vosges ;

VU l'arrêté de la Première ministre et du ministre de l'intérieur en date du 10 novembre 2022 nommant M. Laurent MARCOS, directeur départemental des territoires des Vosges ;

VU l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur en date du 30 mars 2022 nommant M. Grégory BOINEL, directeur départemental adjoint des territoires des Vosges ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-245 du 20 mars 2019 portant organisation de la direction départementale des territoires des Vosges ;

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à M. Laurent MARCOS, directeur départemental des territoires des Vosges ;

VU la décision de subdélégation de signature relative aux attributions de la direction départementale des territoires ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 24 Janvier 2023, du complément libre en date du 25 Janvier 2023 et des compléments reçus le 27 Janvier 2023, présenté par la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA RÉGION DE RAMBERVILLERS représenté par Monsieur le Président LEMESLE Christophe, enregistré sous le n° 88-2023-00008 et relatif au : Programme pluriannuel de restauration de la Mortagne et de ses affluents sur les territoires des communes de ROMONT, SAINT-GORGON, CLEZENTAIN, DEINVILLERS, SAINT-MAURICE-SUR-MORTAGNE, ROVILLE-AUX-CHENES, AUTREY, HOUSSEAS, JEANMENIL, SAINT-BENOIT-LA-CHIPOTTE, FAUCONCOURT, NOSSONCOURT, RAMBERVILLERS, SAINTE-HELENE et XAFFEVILLERS ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA RÉGION DE RAMBERVILLERS
Maison du territoire/ Quartier Richard
59 B, avenue du 11 novembre
88700 RAMBERVILLERS

concernant le :

Programme pluriannuel de restauration de la Mortagne et de ses affluents (phase 2) sur les territoires des communes de ROMONT, SAINT-GORGON, CLEZENTAIN, DEINVILLERS, SAINT-MAURICE-SUR-MORTAGNE, ROVILLE-AUX-CHENES, AUTREY, HOUSSEAS, JEANMENIL, SAINT-BENOIT-LA-CHIPOTTE, FAUCONCOURT, NOSSONCOURT, RAMBERVILLERS, SAINTE-HELENE et XAFFEVILLERS

dont la réalisation est prévue dans les communes de :

- Autrey
- Clézentaine
- Deinvillers
- Fauconcourt
- Housseas
- Jeanménil
- Nossoncourt
- Rambervillers
- Romont
- Roville-aux-Chênes
- Saint-Benoît-la-Chipotte
- Saint-Gorgon

- Saint-Maurice-sur-Mortagne
- Sainte-Hélène
- Xaffévillers

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondants
3.3.5.0	Travaux, définis par un arrêté du ministre chargé de l'environnement, ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques, y compris les ouvrages nécessaires à cet objectif (D). Cette rubrique est exclusive de l'application des autres rubriques de la présente nomenclature. Ne sont pas soumis à cette rubrique les travaux n'atteignant pas les seuils des autres rubriques de la présente nomenclature.	Déclaration	Arrêté du 30 juin 2020 définissant les travaux de restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques relevant de la rubrique 3.3.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont la référence est indiquée dans le tableau ci-dessus et qui est joint au présent récépissé.

Au vu des pièces constitutives du dossier complet et des compléments, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration. **Cependant, j'attire votre attention sur le fait que les travaux en cours d'eau de 1ère catégorie piscicole sont interdits entre le 1^{er} novembre et le 31 mars de chaque année.**

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées aux mairies de :

- Autrey, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.
- Clézontaine, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.
- Deinvillers, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.
- Fauconcourt, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.
- Housseras, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.
- Jeanménil, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.
- Nossoncourt, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.
- Rambervillers, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.
- Romont, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant

une durée minimale d'un mois pour information.

- Roville-aux-Chênes, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.
- Saint-Benoît-la-Chipotte, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.
- Saint-Gorgon, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.
- Saint-Maurice-sur-Mortagne, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.
- Sainte-Hélène, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.
- Xafféwillers, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture des VOSGES durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A ÉPINAL, le **24 FEV. 2023**

Pour la Préfète et par délégation,
Pour le Directeur départemental Adjoint des territoires et par délégation,
Le Chef du Service de l'Environnement et des Risques,



Alain LERCHER

PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des Informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>).

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet des Vosges ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La décision de rejet, expresse ou tacite – née du silence de l'autorité administrative à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours gracieux ou hiérarchique –, peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux dans les conditions indiquées ci-dessus.

ANNEXE

LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES

- Arrêté du 30 juin 2020 définissant les travaux de restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques relevant de la rubrique 3.3.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement (3.3.5.0)